

Les lobbies environnementaux : intérêt d'une approche pluraliste

Toute négociation implique des lobbies, autrement dit des groupes organisés de la société civile à la poursuite d'objectifs politiques. Lobbies scientifiques regroupant des chercheurs, lobbies de protection de l'environnement constitués des principales ONG environnementales, lobbies autochtones portant les revendications de communautés locales affectées par les enjeux environnementaux ou lobbies économiques représentant des entreprises individuelles ou des secteurs industriels sont ceux que l'on rencontre le plus souvent en politique internationale de l'environnement (Betsill et Corell, 2008). Alors que les analystes distinguent souvent ces différentes catégories de lobbies à partir de leurs objectifs, de leurs ressources ou de leurs stratégies d'influence, l'observation de leurs actions montre qu'ils sont en fait très semblables.

Prenons l'exemple des lobbies économiques, moins connu et néanmoins éclairant. Ces derniers ont longtemps privilégié le cadre national pour exprimer leurs intérêts et sont donc entrés tardivement dans le jeu de la politique environnementale internationale. La création lors du sommet de la Terre à Rio, en 1995, du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), regroupant des représentants de l'industrie (dont Toyota, Shell, Unilever, Lafarge), fut essentiellement perçue comme une tentative de maquillage environnemental (*green washing*) d'activités polluantes que la politique internationale de l'environnement visait justement à

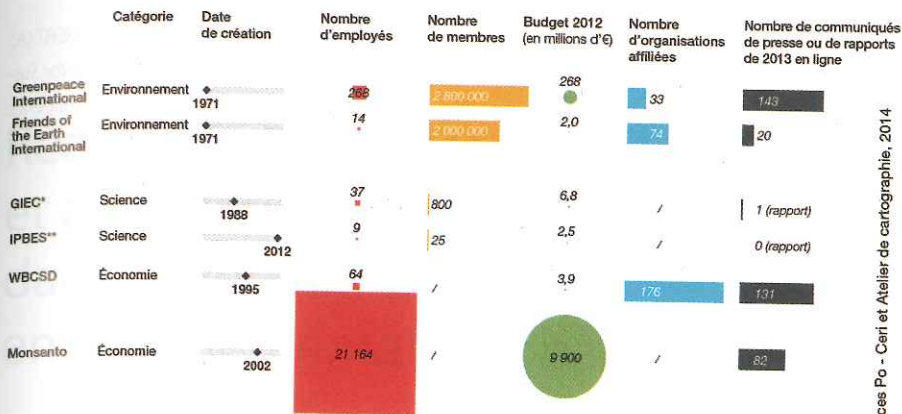
réguler. « Responsabilité sociale et engagement volontaire », ont répondu les entreprises, qui ont alors participé, voire créé, des programmes de soutien au développement durable pour faire preuve de leur bonne foi et devenir des interlocuteurs à part entière. La *Responsible Care Global Charter*, initiative spontanée des entreprises du secteur de la chimie, a ainsi permis d'afficher leur engagement pour le développement durable en 2006.

Les lobbies économiques bénéficient, comme les autres, du flou des définitions et des statuts. Le WBCSD a beau représenter de puissantes multinationales, il est considéré comme une ONG puisqu'il s'agit d'une association qui n'a pas le profit pour objectif. Un flou sémantique autour de leurs préoccupations environnementales persiste : malgré les controverses autour des OGM, Monsanto peut se présenter sur son site web comme une entreprise œuvrant pour une agriculture durable.

Les lobbies économiques sont également des interlocuteurs plus complexes qu'il n'y paraît, puisque ne défendant aucun objectif commun et unique, quand ils ne sont pas contradictoires. Quand le lobby des assureurs se mobilise en faveur de la lutte contre le changement climatique ou contre les OGM, celui des énergies fossiles ou celui des agrobiotechnologies s'opposent à toute réglementation sur ces deux sujets (Bled et Compagnon, 2011).

Quant à leurs méthodes, elles ne diffèrent guère de celles des autres lobbies. Les lobbies économiques sont souvent

Ressources des lobbies



* Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

** Plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques

Source : Compilation d'Amandine Orsini d'après les sites internet des lobbies.

© FNSP, Sciences Po - Cerf et Atelier de cartographie, 2014

pointés du doigt pour les pressions qu'ils exercent directement sur les délégations nationales au cours des négociations, mais Greenpeace fait de même dans sa lutte contre la chasse à la baleine. Ils ne sont pas non plus forcément plus riches, plusieurs ONG rivalisant dans ce domaine avec des firmes transnationales. Enfin, ils peuvent aussi s'associer à la puissance publique au sein de partenariats publics-privés, hybridation de plus en plus courante malgré toutes les questions éthiques et politiques qu'elle soulève (Pattberg *et al.*, 2012).

La contribution des lobbies, qu'ils soient scientifiques, économiques, environnementaux ou autochtones, à la politique internationale de l'environnement est une épée à double tranchant, avec, d'un côté, une participation perçue comme une solution potentielle pour répondre aux déficits des initiatives gouvernementales et, de l'autre, une responsabilité et une légitimité souvent contestées. Or, même s'ils cherchent à influencer et à façonner la politique

internationale de l'environnement, leur participation effective aux négociations internationales n'est pas pour autant toujours garantie. Les négociations internationales peuvent être trop ou trop peu ouvertes aux lobbies. Ainsi, à Copenhague, en 2009, le trop grand nombre de participants (45 000 personnes) a posé des problèmes organisationnels, empêchant certains lobbies de participer aux réunions officielles (Fisher, 2010).

Amandine Orsini

Pour en savoir plus

BETSILL (M. M.) et CORELL (E.) (eds) (2008), *NGO Diplomacy: The Influence of Nongovernmental Organizations in International Environmental Negotiations*, Cambridge (Mass.), The MIT Press.

- BLED (A.) et COMPAGNON (D.) (2011), « Lobbying industriel et accords multilatéraux d'environnement. Illustration par le changement climatique et la biosécurité », *Revue française de science politique*, 61 (2), p. 231-248.
- FISHER (D. R.) (2010), « COP-15 in Copenhagen : How the Merging of Movements Left Civil Society Out in the Cold », *Global Environmental Politics*, 10 (2), p. 11-17.
- PATTBERG (P.), BIERMANN (F.), CHAN (S.) et MERT (A.) (dir.) (2012), *Public-Private Partnerships for Sustainable Development Emergence, Influence and Legitimacy*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing.